

COMPTE-RENDU RÉUNION PLÉNIÈRE CHSCT HÉRAULT DU 12 JUIN 2019

Vos représentants SOLIDAIRES siégeant ce jour :

- Nicolas GOU (titulaire – SRE Douane)
- Guillaume ROUSSEL (suppléant avec voix délibérative – Trésorerie de Gignac – 04.67.57.04.08)
- Bouchra ZAKI (suppléante – SIP Montpellier 1)
- Charlotte ESCOFFIER (convoquée en tant qu'experte – Trésorerie CHR)

Présentation de M BARREAUULT d'une liminaire sur la géographie revisitée. Les différents points évoqués sont les mêmes qui ont été abordés lors des réunions, la veille, avec les Organisations Syndicales et les chefs de services.

M BARREAUULT annonce que le calendrier de la géographie revisitée s'étendra de janvier 2020 et jusqu'à 2023 pour les opérations les plus compliquées. Elle concernera la quasi-totalité des agents suivant le principe de la déconcentration de proximité. D'ores et déjà, il annonce la tenue d'un CHSCT sur la géographie revisitée le 12 septembre prochain.

Il souligne aussi que le nouveau contexte va évidemment lier le CHSCT à toutes les restructurations envisagées qui engendreront beaucoup de déménagements au sein du département.

Les points 8 et 17 mis à l'ordre du jour sont reportés au CHSCT du 12 septembre 2019 :

- Point 8 : Concernant le site du Millénaire, l'inspecteur sécurité santé au travail (ISST) M DURANTIN attend des réponses de la direction sur son rapport afin de le présenter.
- Point 17 : La formation sera testée par des membres du CHSCT le 25 juin 2019.

1 – Approbation des PV du 5 et du 25 avril 2019 (pour avis)

Les PV sont adoptés à l'unanimité.

2 – Présentation du rapport annuel 2018 de la médecine de prévention pour le département de l'Hérault

Solidaires Finances demandent quelles mesures comptent prendre la direction pour répondre aux demandes des médecins de prévention concernant l'exiguïté des locaux à Montpellier et l'absence de confidentialité de ceux de Béziers.

M BARREAUULT répond que le cabinet du médecin de prévention déménagera au RDJ de l'INSEE, sans préciser de date. Il indique que le cahier des charges a été défini au niveau national et qu'il sera respecté.

Pour les locaux de Béziers-Verdier, il est prévu l'installation de cloisons acoustiques.

Dr BAUME précise que le service a constaté une forte augmentation des visites médicales

spontanées. Elle tient à préciser que l'arrivée de l'infirmière a considérablement amélioré le fonctionnement du service.

En effet, Solidaires Finances Publiques remarque que le nombre de visites est reparti en forte hausse en 2018 après une baisse significative en 2017.

3 – DUERP/PAP 2018/2019 de la DDFiP (pour avis)

M HAUDRY présente le DUERP (Document Unique d'Évaluations des Risques Professionnels) 2018 et le PAP (Plan Annuel de Prévention) 2019 de la DDFiP Hérault. 10 115 inscriptions par les agents ont fait ressortir un risque.

3 services ont été mis à part : PRS, CSRH et RH, car il s'agissait de nouveaux services ou de services demandant une attention particulière au vu de leurs difficultés.

Les RPS (risques psycho-sociaux) ont légèrement augmenté cette année. Le risque routier et le travail sur écran arrivent à la suite des RPS. Ce sont les 3 risques principaux. On trouve ensuite les risques liés à l'hygiène.

Le harcèlement ne figure plus dans le DUERP, car il est maintenant géré par les RH.

Pour le DUERP du CSRH, on retrouve des RPS à hauteur de 42 % sur ce service contrairement aux 31 % sur la DDFiP. Cela reflète ce qui est ressorti lors de la visite du service par la délégation du CHSCT.

Les difficultés reportées dans le DUERP sont compréhensibles.

Pour le DUERP du PRS, 45 % pour les RPS et 18 % pour l'hygiène.

Solidaires Finances Publiques demande si un DUERP peut être mis en place sur le télé-travail.

M BARREAULT répond qu'il n'est pas prévu, au niveau national, de DUERP sur ce sujet mais propose un groupe de travail CHSCT pour la création d'un questionnaire sur le télé-travail.

Ce questionnaire sera anonyme, facultatif et permettra de suivre les conditions de travail des collègues concernés.

Les Organisations Syndicales approuvent à l'unanimité le PAP DDFiP 2019.

4 – DDFiP : Prévention du risque terroriste

M PROAL présente le nouveau dispositif de lutte anti-terrorisme demandé par le nouveau Directeur Général M FOURNEL.

Un guide agent sous forme dématérialisé sera transmis après présentation aux chefs de service.

Ce dispositif comprend un mode opératoire pour les gestionnaires de site, la création d'une chaîne d'information et la mise en place d'exercices.

Lors de la présentation du dispositif, concernant la chaîne d'information d'alerte attentat il nous est expliqué qu'un mail sera envoyé aux personnes désignées qui transmettront l'information (effet boule de neige).

Solidaires Finances Publiques demande pourquoi ne pas prévenir l'intégralité des agents dès le début de l'alerte ?

M PROAL répond que cela risquerait d'entraîner un effet de panique. En effet, en cas d'attaque terroriste, contrairement à un risque incendie ce n'est pas l'évacuation qui est préconisée mais le confinement.

5 – DDFiP : Compte rendu de la visite des locaux de l'INSEE par la délégation du CHSCT

Le compte rendu de la visite est présenté en séance.

Les agents ne relèvent que peu de difficultés concernant leurs conditions de travail. Leur installation matérielle est satisfaisante. Mme MOLINER Cheffe DSP INSEE, nous fait part du besoin de créer une nouvelle salle de vision-conférence.

Les principaux points abordés par les agents concernent l'ambiance thermique et lumineuse dans certains bureaux :

– luminosité trop importante avec les néons dans certains bureaux

– ambiance thermique : l'hiver, certains bureaux montent en température jusqu'à 34 °C, à cause du manque d'isolation de la tuyauterie du chauffage pour les bureaux situés au sud

Le CHSCT demande l'installation de pavés lumineux dans les bureaux et d'améliorer l'ambiance thermique.

Nous avons également relevé une forte demande de double écrans et de bras d'écrans pour leur confort. Certains collègues souhaiteraient être dotés d'écrans de plus grande taille (écrans 17 pouces pour certains actuellement). Le CHSCT y répond favorablement.

À la DSP, les agents demandent l'aménagement d'une salle pour la préparation des ordinateurs des nouveaux arrivants.

Lors de notre visite, nous avons constaté que des agents prenaient leur pause assis par terre dans le patio. Les membres du CHSCT suggèrent l'achat de bancs leur permettant de se détendre comme cela existe dans les locaux de la DDFiP à Montmorency.

Les membres du CHSCT ont également relevé un risque de chutes lié à des barres de seuils manquantes au niveau du sol dans le couloir et à l'entrée de certains bureaux. La délégation demande l'installation de seuils de porte.

Les agents de l'INSEE ont exprimé leur souhait de conserver les douches existantes au rez-de-chaussée.

Les membres du CHSCT saluent le travail effectué par la direction de l'INSEE lors des restructurations de service (maquettes, visio-conférence, configuration des bureaux des agents, prise en compte des souhaits des agents lors de l'aménagement des bureaux). Ce travail réalisé par l'INSEE peut être pris en exemple par la DGFIP lors des futures restructurations de service.

Au sujet des douches, M PIERRE intervient et assure que les services sociaux et médicaux vont prendre place à cet emplacement et demande à l'INSEE de trouver une alternative. Il informe que le Secrétariat Général prendra en charge les frais de déplacements des douches mais à l'endroit le plus adapté à l'INSEE ou dans le bâtiment de la DDFiP.

Mme MOLINER regrette le manque de dialogue et propose dans l'immédiat un local au sein de l'INSEE afin de ne pas perdre le bénéfice de ces douches.

6 – DDFiP : transfert du siège de la trésorerie de COURNONTERRAL à CASTRIES

Le compte rendu est présenté en séance.

Le 07/06/2019, la délégation du CHSCT s'est rendu sur le centre de finances Publique de Castries dans la cadre du déménagement de la trésorerie de Cournonterral à Castries qui induit l'arrivée de trois emplois sur le site.

Nous déplorons l'absence d'un représentant de la direction.

Les locaux sont en bon état et les agents en sont satisfaits.

À noter qu'une des grilles de sécurité est hors service depuis un certain temps.

Vu l'état des locaux, les surfaces disponibles et après discussion avec les agents présents ; la

délégation ne voit pas de contrainte logistique à l'installation de 3 nouveaux agents sur ce site.

La direction a prévu un gros travail d'archivage par des auxiliaires.

Cependant, les agents nous ont fait remarquer qu'une aide ponctuelle de l'EDR serait nécessaire afin de palier la perte de temps lié au tri qui impactera les réalisations des missions quotidiennes du service.

Ce travail d'archivage et de tri permettra de résoudre les problèmes de sécurité incendie lié au stockage de papiers sous l'escalier ou de cartons sur les armoires.

Les agents s'inquiètent de la réalité de l'affectation de 3 agents alors que les missions sont, elles, sûres d'arriver. Ils se demandent aussi si le poste d'adjoint sera enfin réellement pourvu.

La délégation regrette de ne pas avoir pu se rendre à Cournonterral pour y rencontrer les personnels. Le CHSCT exige d'être prévenu bien en amont par la direction en cas de restructuration afin de pouvoir exercer correctement sa mission.

M BARREAULT assure que des agents et un adjoint seront réellement affectés.

La direction est consciente de l'ampleur du travail d'archivage.

7 – DDFiP : Rénovation de l'installation de chauffage/climatisation du CPS

La direction nous présente le remplacement de l'installation chauffage/climatisation au sein du CPS à l'initiative du propriétaire du bâtiment.

Le CPS étant organisé en deux plateaux, les agents sont transférés sur le plateau libre pendant les travaux sur l'autre et vice versa.

Les travaux d'un plateau sont terminés, ce qui permettra aux agents de bénéficier de la climatisation jusqu'à la fin du chantier prévue mi- août.

9 – INSEE : PAP 2019 (pour avis)

Les organisations syndicales votent pour le PAP INSEE 2019 à l'unanimité.

10 – Douane : bilan du PAP 2017/2018 et DUERP/PAP 2018/2019 (pour avis)

PAP DI :

– M BRIVET annonce que le déploiement des nouveaux défibrillateurs est en cours sur l'ensemble des sites concernés et que leur financement, incluant l'entretien des appareils, est intégralement assuré sur crédits directionnels.

– Une ligne sera ajoutée au DUERP concernant les RPS à la Recette Interrégionale.

PAP DR :

– Un désamiantage complet devra être effectué dans le bâtiment B du site Paul Brousse à l'issue duquel une partie du POC pourra y être accueillie à une échéance indéterminée.

– Concernant le Pôle Navigation de Sète, la pose de pièges à son est envisagée.

Une rénovation complète des sanitaires du bureau de Sète est envisagée dans le cadre du protocole d'accord du 17 mai 2019. M DURANTIN a déjà établi un point de synthèse en soulignant un problème évident d'hygiène mais aussi d'intimité. Des préconisations sont à venir lors de la prochaine séance.

– BSE de Sète : la dotation de lampes individuelles est à prévoir.

– Lors de l'évocation des nuisances sonores de l'open-space de la VITI, M BRIVET répond que la dématérialisation des DRM entraînera la diminution de l'affluence du public dans les locaux.

– Solidaires Finances Publique relaie la demande des agents effectuant des contrôles dans le

cadre du RTS qui sollicitent l'attribution de gilets de sécurité. M BRIVET s'engage à régler le problème.

Pour les interrogations concernant les problèmes d'ergonomie sur les postes de travail, le Dr BAUME rappelle qu'au cours des visites médicales, cette question est abordée. Dès lors qu'un cas le nécessite, le médecin intervient pour valider l'aménagement du poste de travail.

Il est rappelé que le guide Ministériel de travail sur écran est disponible sur ESPACE.

Dans la mesure où les organisations syndicales n'ont pas pu assister au groupe de travail sur l'élaboration du DUERP en raison du conflit social, Solidaires Finances Publiques s'abstient, la CGT et FO votent POUR.

11 – Douanes : Centralisation Interrégionale de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE), de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) et de la taxe intérieure de consommation sur le charbon (pour avis)

4 structures concernées par le transfert de charge de travail :

*Bureau de Sète

*Bureau de Nîmes

*PAE

*Service Régional d'enquêtes

La charge de travail de ces services (qui est actuellement supérieure par rapport aux effectifs) reviendra à la normale dès lors que le transfert de la mission concernant la TICFE sera fini. Un dispositif spécifique d'accompagnement n'est pas nécessaire pour la Direction Régionale, cette centralisation n'est pas qualifiée de projet important.

La cellule produits pétroliers continue de fonctionner avec un effectif de 2 agents ce qui leur permettra d'assurer au mieux les contrôles.

La CRPC désignera le service le plus compétent en matière de contrôles : bureaux ou SRE.

12 – Douane : Restitution de la réunion d'information avec le psychologue du travail (pour info)

M BRIVET expose l'intervention du psychologue M PIZZO dans les locaux de l'avenue de Toulouse le 13 mai 2019.

Une quinzaine d'agents ainsi que des membres du CHSCT ont participé à cette réunion de présentation de la part de M PIZZO.

Une dizaine d'agents a souhaité participer aux entretiens individuels.

M PIZZO présentera son diagnostic lors de la prochaine réunion plénière CHSCT prévue le 12 septembre 2019 ainsi qu'auprès des agents qui l'auront consulté.

Vote : La dépense est adoptée à l'unanimité par les organisations syndicales.

13 – Modification de la convention CHSCT/psychologue du travail

M BRIVET précise que le psychologue du CHSCT est réservé pour les problèmes liés au travail et que le psychologue du CDAS est réservé pour ceux liés à des difficultés personnelles.

Solidaires Finances s'interrogent de la pertinence de la convention, alors que le psychologue tarifie ses interventions hors convention.

Il a été convenu que la secrétaire-animatrice se rapproche de M PIZZO pour éclaircir cette

situation.

Solidaires Finances Publiques demande que soient mentionnés les tarifs unitaires de chaque prestation de manière à anticiper les dépenses du CHSCT.

14 – Proposition d'actions et de travaux pour 2019 : nature et montants (pour avis)

INSEE :

- | | |
|----------------------------|------------------------|
| -remplacement d'un cumulus | VOTE OUI à l'unanimité |
| -contrôles légionelles | VOTE OUI à l'unanimité |
| -ferme portes | VOTE OUI à l'unanimité |

Le devis pour l'installation de bancs dans le patio de l'INSEE sera présenté lors de la prochaine réunion plénière.

DDFIP :

Après deux refus des organisations syndicales concernant l'installation de toilettes supplémentaires à Montmorency, la direction nous a présenté les ratios WC/agent par sites.

Il n'apparaît aucune nécessité d'installer de nouveaux sanitaires sur Montmorency.

15 – Registres SST, fiches de signalement et accidents de service

Fiches de signalement : La dernière sur Béziers avec menace de mort est montée à la Centrale pour étude. Nous souhaitons savoir si la centrale a répondu ?

Aucune réponse de la Centrale à ce jour.

Registres SST :

– Lodève : Problème du guichet du caissier. Augmentation de 30 % du flux des contribuables à l'accueil suite à la fusion. Un réaménagement a été fait pour le recouvrement. Le chemin de fuite du caissier a été créé. M HAUDRY va y retourner pour voir l'évolution et l'installation de ce bureau (le bras d'écran ne serait pas installé).Quid de la visite prévue sur ce site ?

M HAUDRY n'a pas encore réalisé sa visite sur ce site.

– Pézenas : Solidaires Finances Publiques souhaite savoir, pour la sécurité de l'accueil SIE au niveau de la Caisse, si une porte avec digicode et un bouton poussoir seraient installés.

La direction nous répond que l'installation est en cours.

Solidaires Finances Publiques demande ce qu'il est prévu pour les sites similaires ?(Lodève, St Pons ...)

La direction est consciente de ces problèmes et cherche à trouver des solutions.

– Saint Pons : Pour atténuer le bruit, nous demandons à M HAUDRY si des pièges à sons ont été installés ?

Il nous répond que les pièges à son sont reçus et ils seront positionnés au niveau de la caisse et de l'accueil.

– Sète : Philippe HAUDRY ignorait que la machine à café avait été retirée, ainsi que le distributeur de sucreries. La gestionnaire de site a dit qu'elle était en panne et ne serait pas remplacée faute de débit suffisant.

M HAUDRY indique qu'une révision globale du marché des machines à café est en cours, car les prestations ne sont pas satisfaisantes.

Sur Montmorency, M PIERRE indique que les points café vont être modifiés suite au rapport incendie présenté précédemment par l'ISST.

16 – Suivi des décisions et observations exprimées en réunions plénières

Les diverses décisions et observations ont été abordées lors des points précédents de ce CHSCT

18 – Questions diverses :

M PIERRE signale un cas de violences sexuelles. Les mesures nécessaires ont été prise par le service RH.

– Lamalou :

Lors du CHSCT du 5 avril, a indiqué avoir donné son accord pour les travaux de la cuisine de Lamalou. Solidaires Finances Publiques interroge la direction sur le démarrage des travaux.

M PIERRE indique que la logistique s'est déplacée et que l'opération est en cours.

– Paierie départementale :

Lors du CHSCT du 5 avril, Solidaires Finances Publiques vous avait, à nouveau, alertés sur le risque encouru par les agents en cas d'incendie à cause d'un cul-de-sac de plus de 20 mètres. L'information a-t-elle été transmise au département ? Des mesures ont-elles été prises ou sont-elles envisagées ?

Pas d'évolution.

– Trésorerie Hérault Amendes :

Concernant leur transfert au Millénaire. Le chef de poste a appris lors du CODECS, que l'administration n'ait pas prévu d'installer des vitres de protection au niveau des guichets.

M PIERRE indique que le marché des caisses vitrées sécurisées n'est plus d'actualité.

Solidaires Finances Publiques souligne que le public difficile d'Hérault Amendes nécessite une sécurisation importante. Nous vous avons, lors des précédentes séances plénières, demandé d'associer les agents aux travaux, ce qui ne semble pas être le cas.

– CSRH :

Suite à la visite des locaux de l'INSEE le 28 mai 2019, nous avons rencontré des collègues du CSRH au détour d'un couloir. Ils nous ont fait part de nouvelles difficultés quant-à leur charge de travail qui repart à la hausse et qu'ils ont à nouveau du mal à gérer. Par ailleurs, concernant les vacances d'été, certains collègues se seraient vu refuser des congés pour nécessité de service. Solidaires Finances alerte à nouveau l'administration sur ce service où les agents « se sacrifient » déjà souvent pour réaliser leurs missions. S'ils n'ont, de surcroît, pas la possibilité de poser leurs congés quand bon leur semble (sans excès bien sûr), nous risquons d'aller au-devant de nouveaux problèmes RPS...

M PIERRE semble ignorer cette situation et va se rapprocher du chef de service.

Nous demandons si le Dr GLAIZOL a pu faire une visite comme cela avait été proposé lors du CHSCT du 5 avril 2019 ?

cette visite n'a pas été réalisée.

– Forum théâtre :

Une meilleure communication doit être faite sur le sujet. Il sera mis en place sur Montpellier puis-qu'aucune salle n'est disponible sur Béziers. Cela sera fait à l'INSEE.

– Parkings :

Solidaires Finances Publiques souhaitent évoquer la gestion déplorable de la suppression de places de parking du parking public du Nombre d'or.

Arbitraire et répondant uniquement à des objectifs d'économie, elle est en plus inégalitaire étant donné qu'elle touche uniquement les occupants du parking public, sans mise à plat du système d'attribution de l'ensemble des places de parkings du site de la Direction.

Et plus généralement sur la gestion des places de parking sur le site de Montmorency.

Mr Pierre indique que le parking du Nombre d'or bénéficiait d'un vieux contrat établi avant fusion et

qu'au fur et à mesure des années, nous avons rendu des places.

Les personnes concernées peuvent se garer sur le parking de la DDFIP .

Il annonce qu'une concertation avec les OS sera réalisée rapidement.

La prise en compte de certains critères déterminera les attributions des places.

Il ajoute que si l'on densifie le site INSEE, les collègues seront incités à se déplacer en transport en commun avec une continuité de la convention avec la TAM.

Un groupe de travail du CHSCT sera organisé sur ce point.

- Millénaire :

Solidaires finances publiques voudraient savoir si la visite de chantier par l'ISST prévue lors du CHSCT du 25 avril 2019 a pu être réalisée ?

La visite aura lieu le lundi 17 juin.

Ce compte-rendu n'engage que ses rédacteurs mais se veut aussi fidèle que possible aux débats afin d'informer au mieux les agents sur les travaux du CHSCT de l'Hérault et nous restons à votre disposition pour toute précision.

Solidairement. Vos représentants.